ENQUETE PUBLIQUE
OBSERVATIONS DU PUBLIC
PARC EOLIEN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE DORENGT

Observation n°12 – 14 décembre 2018

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je viens de prendre connaissance de l'avis de la Cour des Comptes sur les éoliennes, dans cet article : *http://www.economiematin.fr/news-eolien-caisse-vide-essence-paie-vent-en-2019*

Je vous en joins quelques extraits ci-dessous.

Connaissant les problèmes économiques du pays, j'espère que vous aurez à cœur de vous opposer au scandale financier que constitue l'installation de ces éoliennes qui enrichissent des entreprise étrangères en appauvrissant les citoyens français selon la Cour des Comptes elle-même !

« Après le Crédit Lyonnais, le trou des Halles, les portiques Ecotaxe, les éoliennes entrent avec fracas au hitparade des plus grands désastres technico financiers des 40 dernières années. »

« L'éolien est mort et restera un gadget marginal qui aura engendré des profits privés colossaux avec des crédits publics. »

« Comme en Allemagne, nos émissions de CO2 se sont remises à progresser avec la mise en place des éoliennes parce qu'elles ont besoin de centrales relais 80 % du temps. Plus il y a d'éoliennes, plus il faut de centrales relais gaz ou charbon. »

« La Cour des Comptes a estimé que ces remboursements, financés jusqu'à présent par une taxe sur l'électricité, la CSPE, et qui devraient l'être, dorénavant, par la taxe climat, ont coûté 27 milliards d'euros jusqu'à présent avec près de 100 milliards d'engagements. La Cour des Comptes a aussi révélé que ces dépenses n'avaient pas conduit à une réduction des émissions de CO2. la surprise en mettant fin au débat pro ou anti éolien par un constat plus pragmatique : l'éolien ça ne marche pas et ça restera inefficace.

Ainsi le débat entretenu depuis dix ans se termine par un constat unanime sur l'échec de cette filière. Quelques milieux auront joué avec nos espoirs pendant dix ans pour en faire une aubaine financière dont l'essentiel des profits est parti à l'étranger, pour un résultat énergétique dérisoire et une dégradation considérable de notre balance commerciale par des importations massives au profit de nos concurrents, le tout financé par le contribuable français... »